

VIVE LE MARXISME-LÉNINISME-MAOÏSME !
VIVE LA GUERRE POPULAIRE !

Autocritique : Trois erreurs mortelles

MEHDI BEN BARKA

Dans ces conditions extérieures et intérieures, nous nous trouvons devant des tâches nombreuses et difficiles et nous ne pouvons pas ne pas y faire face. Mais ces tâches nouvelles nécessitent que nos méthodes également changement. La manière dont nous nous conduisions auparavant n'est plus de mise aujourd'hui.

Il me paraît que dans le passé nous nous étions laissés entraîner particulièrement dans trois erreurs essentielles; lesquelles serait absolument mortelles, si elles étaient reprises dans les circonstances actuelles.

1- La première erreur consiste essentiellement dans l'appréciation que nous portions sur les compromis que nous étions obligés de passer avec l'adversaire.

2- La seconde consistait dans les luttes que nous menions en vase clos, en dehors de la participation populaire.

3- La troisième, dans le manque de netteté dans les prises de positions idéologiques, nous ne disions pas avec précision qui nous étions.

1- Les compromis passés

Quelle a été notre attitude vis-à-vis du premier compromis, celui d'Aix-les-Bains ?

Il est survenu après une longue lutte pendant laquelle l'approfondissement de la conscience révolutionnaire chez les militants n'a cessé de mettre à l'ordre du jour des revendications de plus en plus précises. Cette lutte était passée grossièrement par trois phases principales.

a) La première phase où le mouvement national était caractérisé après l'échec des insurrections paysannes armées, surtout par la propagande au sein des masses petites bourgeoises des anciennes villes traditionnelles.

Survint le premier changement quantitatif et qualitatif, après la fin de la seconde guerre mondiale, par l'entrée des masses laborieuses des bidonvilles dans ce mouvement.

Le développement extrêmement rapide du secteur industriel a eu alors pour résultat positif la formation de masses ouvrières qui petit à petit ont été gagnées par l'idéologie nationaliste.

Le fait remarquable, c'est qu'on a eu trop souvent tendance à ne voir cet afflux de nouveaux membres que sous l'angle quantitatif.

Cette masse néo-citadine -qui illustre déjà dans les bidonvilles l'alliance entre les ouvriers et les paysans ne semblait être qu'une formidable masse de manoeuvres dans la lutte contre le pouvoir colonialiste.

Le changement qualitatif des objectifs et. des méthodes de luttes qui devaient en découler a été trop souvent mésestimé.

En cela réside l'explication de beaucoup de développements ultérieurs.

En fait, deux mouvements existaient côte à cote; et dans la mesure où ces masses laborieuses étaient de plus en plus conscientes de leur idéologie particulière, la lutte nationale a reçu de ce renforcement décisif un coup de fouet.

b) La seconde phase de la lutte n'est pas tellement le début de l'activité terroriste dans les villes, que la lutte armée.

Comme d'autres expériences nous l'ont, amplement prouvé, cens-ci ne peut vivre que par le soutien actif des populations paysannes.

Cela veut dire que ces dernières commencent à être touchées

par le mouvement de libération nationale.

Ce phénomène compris et expliqué devient d'une importance révolutionnaire incomparable. Car il pose deux problèmes capitaux.

Le premier c'est la liaison entre la lutte des ouvriers et des petits commerçants et artisans dans les villes et celles des paysans dans les campagnes.

Comme chacun sait, le fait fondamental dans l'exploitation coloniale c'est l'expropriation des terres qui augmente le chômage et le sous-emploi dans les campagnes et par conséquent détermine un exode vers les villes.

Ces paysans chassés de leurs terres, qui forment le lumpen prolétariat des villes, se lancent les premiers dans la lutte nationale mais la source de mécontentement, de leur force révolutionnaire est dans les campagnes.

C'est pour cette raison que, lorsque celles-ci sont gagnées par la lutte nationale, la boucle est fermée et la force accumulée des deux pôles révolutionnaires devient irrésistible.

Mais en même temps qu'elle gagne en force, la Révolution acquiert les moyens de s'approfondir idéologiquement.

En réfléchissant sur les problèmes de ses deux forces

essentielles, elle peut arriver à une claire compréhension du système d'exploitation coloniale qu'exige la claire compréhension des problèmes de la campagne, ceux des ouvriers et les liens qui les réunissent.

C'est d'ailleurs l'appréhension de cette liaison qui est la marque d'un mouvement ou d'un programme révolutionnaire.

Le second problème que met en lumière cette phase est celui de la violence comme moyen politique. La lutte révolutionnaire contre un système économique-social est alors une combinaison de moyens politiques et militaires, un va-et-vient constant entre légalité et illégalité.

Notre pays était largement entré dans cette phase et il fallait à ce moment l'apprécier en sa nouveauté et sa force, et tirer les conclusions qu'elle mettait à portée de tous les militants.

c) Comme le rythme de la radicalisation politique, et la clarification idéologique qui peut en découler, se fait de plus en plus rapide à mesure que la lutte avance, notre lutte passa à une **troisième phase** qu'est l'insertion dans une perspective révolutionnaire nord-africaine.

Et c'était véritablement lu un changement qualitatif.

Le moyen existait de dépasser les objectifs premiers des trois pays qui allaient de la revendication sentimentale du retour du

Roi à la création d'un État, en passant par les restaurations de la souveraineté nationale.

Au-delà de ces différences apparentes, on pouvait percevoir alors l'identité de l'oppression coloniale et la communauté de lutte anticolonialiste.

La portée révolutionnaire de l'unité de lutte c'est qu'elle dévoile l'unité fondamentale à travers les particularités superficielles tenant à l'histoire de la colonisation, au régime politique, à l'intelligence des responsables coloniaux. Cette unité d'action devait à la longue emporter beaucoup de mythes et pas mal d'illusions.

C'est au bout de cette évolution qui a mis objectivement à l'ordre du jour le rôle et les objectifs des masses laborieuses citadines, la nécessité de leur liaison avec les masses paysannes, le problème de la violence, non dans un cadre étroit, mais dans une perspective anti-colonialiste de plus en plus large, qu'est intervenu le compromis d'Aix-les-Bains.

C'est au bout de cette courte période de notre lutte nationale, où pourtant ont commencé à jouer tous les phénomènes de démystification que nous avons connus dans d'autres Révolutions, qu'a été signé, comme conséquence d'Aix-les-Bains, l'accord de la Celle-Saint-Cloud par Mohammed V ramené d'exil.

Est-ce que cela ne signifie pas que l'ennemi, plus expérimenté, a mieux et plus vite saisi la tendance des événements ?

Pourquoi le mouvement de Libération Nationale dont nous étions tous parmi les dirigeants n'avait pas compris et fait comprendre aux militants la raison fondamentale, les problèmes essentiels de l'exploitation coloniale et par conséquent les exigences d'une réelle libération ?

C'est cette question et d'autres du même genre que nous devons nous poser aujourd'hui.

L'histoire nous a donné tous les moyens de faire le travail de clarification que nous devons faire en tant que révolutionnaires.

Le compromis que nous avons passé avec le Colonialisme, l'avons-nous présenté comme un compromis, c'est-à-dire un accord par lequel nous avons à la fois gagné et momentanément perdu ?

Au sujet de cet accord, nous ne devons pas aujourd'hui poser de faux problèmes tels que : Aurait-on pu refuser ?

Qu'est-ce qui a poussé la France à accepter ?

La seule question qui nous intéresse est de préciser l'impact de cet accord sur l'élan révolutionnaire du mouvement national.

Personne ne peut soutenir que la conjonction des deux mouvements de libération algérien et marocain, et la situation qui pouvait en résulter, n'a pas joué un rôle dans le brusque revirement de la politique française.

De même que ce n'est pas un hasard qu'au moment précis où les militants commençaient - et ne faisaient que commercer - de saisir derrière le symbole la signification de la lutte nationale, le pouvoir colonial a brusquement compris la portée effective du retour du Roi.

Il y a une coïncidence qui, à l'analyse, donne rétrospectivement à la politique coloniale une force que nous étions loin de soupçonner.

Bien sûr, la signification "machiavélique" de cette politique n'est apparue clairement que lorsque s'est dessinée la tendance politique nouvelle envers l'Afrique Noire, mais déjà en cette fin de 1955, chez plusieurs militants, surtout parmi les dirigeants de la Résistance et de l'année de libération, un sentiment d'amertume prenait jour, qui était en vérité l'intuition que la Révolution venait d'être stoppée.

Avons-nous pris à notre compte cette amertume, comme c'était notre rôle et expliqué la véritable portée du Compromis d'Aix-lès-Bains, alors que la politique de l'adversaire devenait claire comme le jour, après le coup de théâtre du revirement téléguidé d'El Glaoui ?

Au contraire, nous avons pris à notre compte tout l'accord et nous l'avons présenté comme une déroute totale du colonialisme français.

Nous avons présenté la liquidation du Conseil du Trône comme une nouvelle capitulation du pouvoir colonial, alors que c'était une concession-piège savamment calculée.

Nous sommes entrés dans le jeu colonial, en substituant à l'objectif fondamental de la lutte qui commençait à devenir de plus en plus claire dans l'esprit des militants, un autre à la fois plus facile à saisir sur le coup et en même temps plus trompeur à la longue.

Le tournant n'a pas été pris à ce moment-là, ne l'a pas été pour des raisons qui peuvent être discutées, mais le résultat réel a été que le compromis politique a été conçu et présenté comme une pause révolutionnaire.

Il était entendu que pendant cette période, le mouvement national, artificiellement gonflé, allait être réorganisé, qu'il allait s'intégrer les secteurs qui lui échappaient.

Mais toutes ces mesures, entreprises de bonne foi, mais n'étant pas conçues en fonction d'une stratégie globale, allaient jouer dans un sens négatif et pourrir le mouvement national.

Cette appréciation critique du compromis d'Aix-les-Bairis, qui n'a pas été faite en 1956, doit l'être aujourd'hui, pour que, sur le plan interne, notre position à l'égard des compromis de toute sorte, que nous serions peut-être amenés d'accepter à l'avenir, soit claire et nette.

Ils doivent être présentés objectivement, dans leur valeur réelle et n'être jamais défendus comme des victoires complètes.

Jamais ils ne doivent obscurcir la conscience révolutionnaire des militants.

Il n'est jamais interdit de passer un compromis car tout dépend des rapports de force et du but prochain, ou lointain qu'on se propose.

Mais l'important est de le faire en pleine lumière, en expliquant toute la situation à nos militants.

L'important est de ne pas refaire la faute d'Aix-ies-Bains, de ne pas justifier totalement un compromis, le célébrer comme une pleine victoire, sur des bases et pour des buts opportunistes.

2. La lutte en vase clos

Ai--je besoin de vous rappeler toutes les batailles que nous avons dû mener de 1956 à 1960, sans que le peuple n'en sache rien.

Tout se passait dans les villas des bonzes du parti Istiqlal ou entre les murs d'un palais, et rien n'en transparait.

Certains cadres savent dans le détail comment, dès le début, nous avons défendu au sein du parti de l'Istiqlal le principe que tous les instruments du pouvoir, en particulier, les fonctionnaires d'autorité de l'Intérieur, l'armée, la police et la gendarmerie soient soumis au gouvernement, sans quoi, aucun gouvernement ne peut réellement détenir le pouvoir exécutif qu'il était censé exercer.

Or, chaque fois que nous posions le problème des "domaines réservés", ou que la question était inscrite à l'ordre du jour d'un Conseil des Ministres, nous subissions le lendemain une attaque en règle de la presse française colonialiste et, sous quel prétexte : "Le Trône est menacé !".

Ce qui était étrange, venant de ceux qui y avaient porté réellement atteinte trois ans plus tôt.

Or, ces batailles renouvelées, pendant les premiers gouvernements de coalition, le gouvernement Balafrej et le gouvernement Ibrahim, n'ont jamais été clairement expliquées à l'opinion.

Nous ne disions pas au peuple que tous les moyens d'appliquer nos projets nous échappaient.

De telle manière qu'aujourd'hui certains osent dire que nous possédions de 1956 à 1960 tous les pouvoirs.

Nous n'avions pas le pouvoir, voilà la réalité.

Venons-en maintenant aux réformes économiques. Certains de ceux qui prennent à leur charge ces réformes, les mettent dans leurs discours, ont été, en leur temps, leurs ennemis les plus acharnés.

Que de batailles n'a-t-il pas fallu à notre camarade Bouabid pour que le Maroc ait son Institut d'émission, pour que sa monnaie ne soit pas une pure monnaie satellite, pour arrêter l'hémorragie du capital national ?

Quelle patience et quel sens pédagogique n'a-t-il pas du montrer pour arriver à ces buts, durant les quatre années passées au Ministère de l'Economie Nationale d'Octobre 1956 à Avril 1960.

J'aurai l'occasion de dire plus loin que, sur le plan des réalités économiques, ces réformes ne changeaient pas fondamentalement la domination néo-coloniale.

Il est d'autant plus nécessaire d'expliquer que ces réformes minimales au regard de ce qui nous reste à faire n'ont pu être réalisées qu'après de dures batailles dont le peuple n'a rien su.

Et enfin quand il s'est agi de choisir un scrutin pour les élections communales, nous avons lutté pour que le scrutin de liste, seul capable de faire des communes un moyen de reconstruction économique et sociale, fut adopté.

Des "savants" sollicités répondaient en 'on autre sens, celui du scrutin uninominal ou mitigé conformément aux vœux du Palais.

Finalement, on a eu recours à la consultation de toutes les formations politiques, même celles qui ne méritaient guère ce nom; cinq ont répondu comme nous, contre trois dont deux étaient contre le principe même des élections.

Cela n'empêche pas que le scrutin uninominal complètement inadéquat fut finalement adopté pour encourager la résurrection des notables et féodaux.

Le peuple n'a rien su des péripéties de cette bataille non plus.

Il en est de même des batailles menées au sein d'à Comité Exécutif ou de la Commission Politique du Parti de l'Istiqlal jusqu'au 25 Janvier 1959.

Le glissement de certains dirigeants vers la compromission et parfois même leur participation à des machinations occultes contre l'Armée de Libération, la Résistance ou l'Union

Marocaine du Travail étaient l'objet d'âpres querelles qui, si elles avaient été rendues publiques en leur temps, auraient économisé bien du temps et bien des désillusions et des sacrifices.

A l'avenir, ces erreurs ne doivent plus être recommencées et ces éléments du passé doivent être repris et expliqués aux militants pour qu'un certain nombre de légendes n'aient plus cours et que certains mythes ne puissent servir de paravent au néo-colonialisme.

3- Qui sommes-nous ?

Pendant longtemps nous n'avons pas voulu dire vers quel but nous voulions aller.

A cause des compromis mal expliqués, des luttes menées en secret, nous n'avons pas défini une perspective à long terme.

Que n'avons-nous pas entendu ce mot : "Vous n'avez pas de programme?"

La question ne doit pas se poser ainsi, car un programme, n'importe qui peut l'écrire, comme le démontre la floraison de programmes proclamés par le pouvoir ou ses agents politiques.

Mais il n'en reste pas moins que souvent nous n'avons pas dit avec clarté quelle sorte d'organisation économique, sociale et

politique nous voulions en définitive pour notre pays.

A l'heure actuelle, cette situation ne peut pas durer.

Puisque la classification politique est déjà faite, pour que la clarification soit totale, il faut nous définir comme une option révolutionnaire, face à l'option réactionnaire et démagogique actuelle.

La meilleure façon de nous définir consistera, justement au cours du deuxième Congrès, à préciser sans hésitation les tâches à long terme et à court terme qui nous attendent.